

Edito

Une petite crise dans la crise

Par Francis Van de Woestyne

Les temps sont graves. Les temps sont durs. Alors que l'émotion est toujours palpable dans les rues de Bruxelles, mais aussi dans les familles, dans les bureaux, dans les villes et les villages, alors que tout le champ devrait être laissé au deuil national, de curieuses péripéties politiques sont venues perturber ces jours que l'on voudrait paisibles.

Et l'on reste surpris pour ne pas dire stupéfait de l'enchaînement des événements politiques des dernières 24 heures. Car de deux choses l'une. Soit le "dysfonctionnement" dénoncé par le président turc est réel et grave : le kamikaze de l'aéroport avait été expulsé en juillet 2015 vers la Belgique avec un signalement d'homme radicalisé et les autorités belges n'en ont pas tenu compte. Dans ce cas, la faute belge est à ce point importante que la démission d'un ministre au moins s'impose. Soit rien n'est prouvé à l'heure actuelle et l'on ignore toujours quel message la Turquie a envoyé, à qui elle l'a adressé, s'il a été transmis en Belgique, qui l'a reçu... Et il était inutile de faire tout ce tintamarre autour de la fausse démission du ministre de l'Intérieur, Jan Jambon et du ministre de la Justice, Koen

Geens.

La vraie question n'est-elle pas celle-ci : pourquoi la simple évocation d'une possible démission a-t-elle été rendue publique ? Est-ce précisément pour "acheter du temps", pour permettre à ces deux ministres d'adoucir le feu des critiques qui allaient s'abattre sur leurs services ? Pour recréer la cohésion au sein d'une équipe malmenée ? Aujourd'hui, l'heure n'est pas aux jeux politiques. On attend des ministres qu'ils gardent la tête froide, prennent des mesures pour faire fonctionner l'Etat, pour protéger les citoyens et démasquer les terroristes. Pour déminer la crise qui couvait – une crise dans la crise eut été irresponsable – la majorité a décidé de créer une commission d'enquête. Elle devra rapidement faire la clarté sur cette affaire. Mais pas seulement. S'il se confirme que la Belgique a sous-évalué les informations alarmistes reçues de pays voisins; s'il apparaît, de surcroît, que la culture du secret persiste au sein de certains services et rend inefficace la recherche et l'arrestation de terroristes, alors il faudra en tirer les conclusions. A tous les niveaux. Si de telles fautes devaient effectivement être démontrées, les ministres pourront, alors, réellement, offrir leur démission et non plus se contenter de l'évoquer...